

Par e-mail : https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/03/28/robert-bilott-la-bataille-va-etre-feroce-mais-les-entreprises-doivent-payer-pour-la-pollution-eternelle-aux-pfas_6167220_3244.html

Pollution éternelle aux PFAS : « La bataille va être féroce, mais les entreprises doivent payer », entretien avec l’avocat Robert Bilott
L’avocat américain Robert Bilott alerte depuis près de vingt-cinq ans sur les dangers des substances per- et polyfluoroalkylées. Il estime que des mesures immédiates de protection de la population doivent être prises.

Propos recueillis par [Stéphane Mandard](#) et [Stéphane Horel](#)

Publié le 28 mars 2023

Depuis près d’un quart de siècle, l’avocat américain Robert Bilott se bat pour alerter sur les ravages des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), ces substances chimiques utilisées massivement pour rendre nos poêles antiadhésives ou nos vestes imperméables et à l’origine d’une pollution si persistante qu’elle a été surnommée éternelle. Son combat pionnier contre le géant de la chimie DuPont a inspiré le film *Dark Waters*, sorti en 2019.

En février, *Le Monde* et le Forever Pollution Project [ont révélé que plus de 17 000 sites étaient contaminés par des PFAS en Europe](#). Avez-vous été surpris ?

Je n’ai pas été surpris par l’ampleur du nombre de sites concernés. Cette situation perdure depuis des décennies aux Etats-Unis, et ce sont les mêmes entreprises qui sont implantées en Europe. Ce qui m’a étonné, c’est que les Européens commencent tout juste à prendre conscience de la présence des PFAS dans leur eau. Pourquoi les autorités n’ont-elles pas commencé à prélever des échantillons il y a des années ? Ces produits chimiques saturent le sol, l’eau et le sang des gens sur toute la planète.

Le fait que nous commençons seulement à reconnaître l’ampleur du problème est inquiétant, car ces produits chimiques sont associés à un éventail incroyable d’effets potentiels sur la santé : cancer, diminution de la fonction immunitaire ou de l’efficacité des vaccins... Le nombre de décès attribuables aux PFAS, seulement aux Etats-Unis, est estimé à plusieurs millions ces vingt dernières années. Et les coûts économiques pour le système de santé se chiffrent en milliards de dollars.

L’Union européenne étudie la possibilité d’interdire les PFAS dans leur ensemble. La consultation publique a démarré le 22 mars. Elle doit durer six mois. Qu’en attendez-vous ?

Il s’agit d’un débat extrêmement important qui se déroule actuellement dans le monde entier. Comment définir ce groupe ? Quelles sont les molécules qui doivent y être incluses ? De plus en plus de gens se rendent compte qu’il représente une menace pour la santé publique et que des mesures fortes doivent être prises maintenant. Mais nous ne pouvons pas continuer à en débattre sans fin alors que nous sommes tous exposés. Nous devons prendre des mesures pour protéger la population pendant que nous le pouvons encore. L’idée de traiter les PFAS en tant que famille,

comme le propose l'Europe, et non plus substance par substance, suscite une lutte acharnée. Les fabricants se rebiffent.

Quels sont leurs arguments ?

Il s'agit des mêmes arguments répétés depuis trente ans aux Etats-Unis : les PFAS sont essentielles pour nos sociétés, elles sont présentes dans pratiquement tous les produits, tous les objets dont les gens ont besoin. Ce qu'on va entendre, c'est : « OK, vous n'en voulez plus, alors vous n'aurez plus votre téléphone portable, vous n'aurez plus de réseau 5G, vous n'aurez plus de masques contre le Covid, vous n'aurez plus de médicaments qui sauvent des vies... ».

Il faut reconnaître que les PFAS sont présentes dans de nombreux biens de grande consommation...

Oui, car un petit groupe de fabricants a œuvré de concert pour incorporer les PFAS dans un maximum de produits, afin de pouvoir prétendre aujourd'hui qu'elles sont tellement présentes qu'elles ne peuvent pas être réglementées.

Un autre argument est que l'interdiction des PFAS supprimerait de nombreux emplois...

Ce sera toujours le cas. Mais nous constatons également qu'une énorme industrie est en train de se créer pour tenter de résoudre les problèmes causés par ces produits chimiques. Des organisations, des universités et des chercheurs, partout dans le monde, travaillent sur les moyens de dépolluer, ce qui crée aussi des opportunités incroyables.

Pour vous donner un exemple, lorsque les chercheurs ont découvert que certains de ces produits chimiques étaient utilisés à l'intérieur des sacs de pop-corn pour micro-ondes, des mesures ont été prises au Danemark pour interdire ces sacs. Il y a eu une levée de boucliers : ça allait faire disparaître ce produit, des emplois, etc. En quelques semaines, quelqu'un a trouvé un moyen de fabriquer ces sacs sans PFAS, et ils étaient de nouveau dans les rayons.

Que répondent-ils aux publications scientifiques ?

Depuis le jour où j'ai commencé à travailler sur ce dossier, il y a vingt-quatre ans, j'entends toujours la même chose : il n'y a pas assez de preuves, il n'y a pas assez de données, la science n'est pas claire. Il existe toute une industrie dont le seul but est de semer le doute, de continuer à dire au public, aux régulateurs et à la communauté scientifique que nous n'en savons pas assez, qu'il ne faut pas encore agir, qu'il ne faut pas établir de réglementation, qu'il faut encore attendre que d'autres données nous parviennent. Cette stratégie remonte à l'industrie du tabac.

En France, Tefal a longtemps utilisé du Teflon fabriqué à l'aide d'acide perfluorooctanoïque (PFOA), interdit en 2020. [Aujourd'hui, l'entreprise n'est pas prête à renoncer aux PFAS de substitution](#), arguant qu'elles ne seraient pas les plus dangereuses...

Certains industriels continuent à nier la science. Aujourd'hui, la communauté scientifique s'accorde à reconnaître que le PFOA et le PFOS [*sulfonate de perfluorooctane*] sont probablement cancérogènes pour l'homme : le débat est clos. Quant aux autres PFAS, les preuves commencent à arriver.

Prenons le GenX, l'un des produits de remplacement du PFOA de DuPont. Lorsque la première étude sur le cancer chez les rats a été publiée, elle a montré que le GenX provoquait exactement les mêmes tumeurs que le PFOA : foie, pancréas et testicules. Cette découverte a mis la puce à l'oreille de la communauté scientifique, qui s'est mise à suspecter que ces produits de substitution pouvaient avoir la même toxicité que les produits qu'ils devaient remplacer. C'est ce qui a motivé cette évolution vers la nécessité de considérer l'ensemble de la catégorie des PFAS et de ne plus examiner leurs effets substance par substance.

En France, le gouvernement vient de publier un plan d'action sur les PFAS. Le premier objectif est d'établir des valeurs limites dans l'environnement, en particulier dans l'eau. Cela vous paraît-il suffisant ?

C'est une étape nécessaire d'établir des normes sanitaires protectrices, comme vient de le faire [*le 14 mars*], aux Etats-Unis, l'Agence de protection de l'environnement, en proposant enfin des limites pour six PFAS, dont le PFOA et le PFOS dans l'eau potable. Il est aussi important de stopper la pollution à la source en restreignant l'usage des PFAS ; c'est le sens du projet d'interdiction globale discuté en Europe. Mais que faisons-nous de toute cette pollution qui s'accumule depuis plus de soixante-dix ans ? Elle ne va pas disparaître. C'est pourquoi on parle de pollution éternelle. Ces substances resteront dans les sols, dans l'eau, dans nos corps. Jusqu'à ce que des mesures soient prises pour y remédier. Et c'est là que vont se profiler de grandes batailles, parce qu'il s'agit de savoir qui va payer.

Justement, qui doit payer ?

Nous nous battons aux Etats-Unis dans le cadre de procédures judiciaires dans tout le pays afin que les entreprises qui ont créé ces produits toxiques en toute connaissance de cause soient tenues responsables du coût de tous les dommages qui ont été causés. Le coût du filtrage de l'eau potable, le coût de la dépollution des sols, les coûts de santé... Ce n'est pas aux victimes ni aux collectivités de payer tout ça. Ce n'est pas au citoyen de payer plus d'impôts pour pouvoir boire une eau non contaminée.

Une énorme bataille s'annonce, car les entreprises continuent de nier leur responsabilité. Elles essaient de convaincre que c'est au gouvernement ou aux contribuables de nettoyer, car il s'agit d'un problème de société, ces produits jouant un rôle essentiel dans nos vies. Mais ce problème a été créé par un petit groupe d'entreprises qui en ont énormément profité pendant des décennies.

C'est à elles seules qu'il incombe désormais de le régler. La bataille va être féroce, car les coûts seront astronomiques.

Voilà bientôt un quart de siècle que vous menez ce combat.

Qu'est-ce qui vous fait tenir ?

Ce qui est encourageant, c'est que je vois les choses bouger, surtout depuis le film *Dark Waters*. Il y a eu une prise de conscience aux Etats-Unis. Jamais je n'aurais imaginé le président des Etats-Unis évoquer publiquement les PFAS et engager des milliards de dollars pour s'attaquer au problème. Et maintenant, ça bouge aussi en Europe. C'est une opportunité incroyable, au-delà de la question des PFAS, de changer notre approche des produits chimiques en général. Car il s'agit d'une menace globale pour la santé publique qui nécessite que nous prenions des mesures fortes pour nous protéger, nous et nos enfants, à l'avenir. Franchement, il n'y a rien de plus important.

Tout a commencé [avec l'agriculteur Wilbur Tennant, et ses vaches malades, lorsqu'il est venu vous voir dans votre cabinet en 1999 ?](#)

Dès le premier jour, M. Tennant a insisté sur le fait que les gens devaient savoir ce qui se passait ici. Dès que nous avons compris que le PFOA ne contaminait pas seulement l'eau que buvaient ses vaches, mais qu'il était probablement aussi dans l'eau potable de toute sa ville, et peut-être même de tout le pays, voire du monde entier, M. Tennant a voulu s'assurer que nous trouvions un moyen de rendre publique cette information. Il serait incroyablement fier de voir que cette histoire est enfin non seulement diffusée, mais qu'elle aboutit à un véritable changement.

Que l'Europe s'engage sur la voie d'une interdiction potentielle de toute la famille des PFAS ou que les Etats-Unis proposent enfin des normes en matière d'eau potable, voilà des évolutions qu'on n'aurait jamais imaginées. Et je pense que nous les devons vraiment à un agriculteur de Virginie-Occidentale qui a été capable de se lever et de dire : « Ce n'est pas comme ça que ça doit fonctionner. »

Cet entretien a été réalisé dans le cadre du « Forever Pollution Project ».

« Forever Pollution Project », une enquête sur la contamination de l'Europe aux PFAS

Pendant plusieurs mois, *Le Monde* et ses partenaires du « Forever Pollution Project » ont réuni des milliers de données pour construire une carte « de la pollution éternelle ». Celle-ci montre pour la première fois l'ampleur de la contamination de l'Europe par les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), des composés toxiques et persistants dans l'environnement.

Cette enquête collaborative a été lancée par *Le Monde* (France), NDR, WDR et la *Süddeutsche Zeitung* (Allemagne), *Radar Magazine* et *Le Scienze* (Italie), The Investigative Desk et NRC (Pays-Bas), avec le soutien financier de [Journalismfund.eu](https://journalismfund.eu) et d'Investigative Journalism for Europe ([IJ4EU](https://ij4eu.org)). Ont ensuite rejoint le projet *Knack* (Belgique), *Denik Referendum* (République tchèque), YLE (Finlande), Reporters United (Grèce), SRF (Suisse), Datadista/*El Diario.es* (Espagne), Watershed Investigations/*The Guardian* (Royaume-Uni), avec le soutien d'[Arena for Journalism in Europe](https://arenaforjournalism.eu) pour la coordination internationale.